L'ABEILLE.

Journal officiel de la Ville, du Conseil d'Etat de la Nouvelle-Orléans, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Rayne.

BUREAU DE LA COMPAGNIE
VENDREDI MATIN, 28 NOVEMBRE 1835

Nous continuons de la *Malle Express* ne sont arrivés hier.

L'examen littéraire du collége de Spring Hill a eu lieu le 23 novembre, en présence d'un auditoire nombreux qui a applaudi avec enthousiasme au succès des jeunes orateurs. Cet exercice a été suivi de la distribution générale des prix. Les élèves sont arrivés dans notre ville le 22 du courant pour jouir, dans le sein de leurs familles, des plaisirs des vacances. Nous faisons cette observation au public en insérant dans notre article les noms de ceux qui ont mérité les palmes littéraires.

Par le Bateau de remorque Post Boy, arrivé hier soir de la passe, d'où il est parti le 23, nous apprenons qu'il y avait trois navires et un brick en vue, parmi lesquels il a cru reconnaître l'*Ernest*. Ce rapport coïncide avec celui du capitaine Gray du navire *Olympia*, qui nous a dit avoir rencontré dans le Golfe, ce même navire. Comme il se trouve en ce moment quatre bateaux de remorque sur un bas du fleuve, nous devons nous attendre à voir arriver aujourd'hui la troupe si impatiemment attendue.

P S.—3 heures et demie du matin

Le bateau de remorque Lyon vient de monter avec le navire McLellan, parti du Havre le 7 octobre. Un des passagers nous assure que l'Ernest n'était pas à son arrivée à la Balize, 6 heures après l'Olympia. Le Southampton en est également avec le navire Nashville, de New-York.

Nouvelles récentes d'Europe.

Le navire Olympia, capitaine Gray, parti du Havre le 17 Octobre, est arrivé hier au soir en trente huit jours de traversée. Nous devons à l'obligeance du capitaine un journal du Havre du 15, dans lequel nous trouvons les extraits suivans :

Le journal la *Paix* conclut, des dispositions actuelles de la Suisse, que ce pays et la France vont entrer dans les voies de la conciliation. L'opinion de la Paix, qui est fort souvent basé sur les intentions du ministère, donne à penser que celui-ci ne donnera pas suite à ses malencontreux projets.

Le navire la Reine des Anges, parti de Marseille pour Oran, ayant relâché dans un port d'Espagne, au pouvoir des Carlistes, a été pillé.

Nos lecteurs trouveront dans une autre partie de notre feuille des nouvelles très intéressantes du Portugal.

Nous avions toujours supposé que bien que l'éditeur du *Courrier* ne possédât pas une très forte dose d'intelligence, il avait du moins assez d'esprit pour concevoir l'article que nous avons publié hier relativement aux mesures que nous avons prises pour obtenir des nouvelles par la voie ne la *malle expresse*; mais nous nous sommes grossièrement trompés, car ne voilà-t-il pas qu'il nous fait transporter le siége du gouvernement dans notre imprimerie, et Amos Kendall *dans nos casseins aux espaces*. Ne vous en déplaise, Mr. l'éditeur du Courrier, si nous écrivions également pour vous, nous mettrions un soin tout particulier dans la ponctuation, et nous nous appliquerions surtout à vous mettre toujours et d'une manière bien apparente de GROS POINTS sur les I; mais vous nous permettrez de vous dire que nous écrivons pour d'autres conceptions, et si nous ne pensions pas encourir les risques de vos malédictions, nous vous donnerions un conseil d'ami, un conseil de vieille connaissance: nous vous dirions *de ne jamais sortir de la malle du Nord*.

La Nouvelle-Orléans possède, comme nous l'avons dit, tous les élémens d'une grande prospérité; et, depuis sa division en trois municipalités, une juste émulation semble en assurer le développement. Chacune des parties de ce grand tout, mettant à profit ses avantages, il doit en résulter un accroissement rélatif dont les effets ne tarderont pas à se faire sentir.

Quelques esprits inquiets s'efforcent de jeter du blâme sur l'inertie de la première municipalité, et sur la stagnation à laquelle elle semble condamnée: mais, en pareille matière, on n'improvise pas les moyens, et ce ne saurait être qu'après une mûre appréciation des ressources qu'il soit raisonnablement possible de baser des projets utiles.

La résolution prise, dans la dernière séance du Conseil de Ville, nous a paru propre à accélérer le progrès dans la première municipalité; mais les personnes qui n'auront pris qu'une connaissance superficielle de cette intéressante question, et celles qui auront formé leur opinion sur l'apperçu d'une grande dépense, ne penseront sans doute pas de même et seront tentés de nous blâmer d'avoir donné une erreur notable. C'est sur les résultats probables qu'il faut juger les grandes mesures qui tiennent à l'économie politique; et ce n'est qu'un système entier de mesures, et non sur des parties isolées, qu'il est possible d'établir son jugement.

La résolution par laquelle le conseil municipal a autorisé le Maire à souscrire pour $200,000 à la Compagnie du Théâtre, se rattache à une vaste conception; et les dispositions d'un tel acte, loin d'être onéreuses à la ville, tout en procurant un avantageux emploi de fonds, doit mener à des conséquences bien autrement favorables.

L'utilité des théâtres, dans les grandes villes, n'est plus une question à débattre; l'usage l'a tranchée depuis longtemps: mais s'il est un lieu dans le monde où cette utilité soit incontestable, c'est à la Nouvelle-Orléans.

Si l'on ne considérait que le côté moral de la question, l'autorité paternelle qui gouverne la ville ne saurait payer trop cher le moyen de réunir sous ses yeux cette quantité toujours croissante d'individus de toutes les nations, de tous les caractères; et qui, plus ou moins adonnés aux affaires commerciales, se livrent chaque soir à des délassemens bruyans, et souvent à des déportemens si non criminels du moins pernicieux. L'innocente jouissance que leur offrirait un spectacle journalier remédierait à mille inconvéniens, en donnant une direction à la foule de découvrés qui inondent les cafés, les billards, et autres lieux moins recommandables encore; et si l'administration, agissant d'après des idées plus libérales que ne peut le faire une compagnie dont les ressources sont bornées, entendait assez bien ses intérêts pour réduire ses prix, il est certain que le goût du spectacle prédominerait bientôt sur des goûts moins nobles et plus dispendieux, et que, sous ce seul aspect, le conseil municipal aurait rendu un immense service, non seulement à la ville d'Orléans, mais à la société toute entière.

Il n'aurait pas moins bien mérité du commerce, puisque le bon spectacle et la bonne musique attireraient constamment une foule de personnes dont l'élégance trouverait un aliment journalier dans le penchant bien naturel à faire admirer à la fois le bon goût et les grâces naturelles dont seraient le droit d'être vaines les dames de la Nouvelle-Orléans. Le luxe, que l'on a si longtems considéré comme la ruine des états, n'est plus qu'un véhicule pour l'industrie, et il n'est un mal réel que pour les pays improductifs. Or, le moyen de rendre le luxe innocent, ou même utile, c'est de donner aux ressources d'un pays tout le développement dont elles sont susceptibles; et ce n'est qu'en faisant de grands sacrifices que l'on peut atteindre de telles fins. Il s'agit de concentrer autant que possible la population et l'industrie; et c'est en procurant à la fois les moyens de développer l'une et et d'assurer à l'autre les jouissances de la vie, que l'on peut éviter qu'elles ne se portent vers les points où elles rencontreraient plus d'avantages. Or, l'érection d'un beau théâtre et l'indispensable mouvement que donnerait au commerce de détail un établissement de ce genre, sont d'utiles compensations pour un sacrifice qui n'est effrayant que par le chiffre qu'il présente. Mais si l'on considère que ce capital n'est remboursable qu'en trente ans; si l'on observe que la souscription seule de la ville doit accroître la valeur actuelle des actions, en raison de l'importance qu'elle doit donner à l'entreprise, on se rassurera sur les prétendues pertes que doit exprès chagrin ne manqueront pas de prédire; et pour peu que l'on soit susceptible d'établir le moindre calcul financier, l'on se convaincra que le mode de placement des $200,000 ne saurait offrir aucunes chances défavorables, puisque en supposant que la première municipalité veuille un jour placer ses actions, la baisse qu'elles auraient pu éprouver ne pourrait excéder les profits du capital qu'elle en pourrait avoir retiré, en le plaçant pendant trente ans au cours ordinaire de la place. Ces considérations seront senties et pesées par qui de droit; et, comme une nouvelle répétition a été proposée, qui tendra répandre l'aisance dans la ville et à étendre sa prospérité, nous espérons sur un sujet si intéressant, et nous nous efforcerons de démontrer qu'en fait d'économie politique les paradoxes bien entendus ne sont autres qu'une source de prospérité.—Cet axiome aura peut-être besoin d'être démontré plus tard; et nous engageons les personnes qui s'intéressent réellement au salut d'une ville déjà si importante, à méditer sur ces grandes questions, et à ne pas porter, dans un cas si grave, de jugement précipité.

Nous publierons ce projet d'ordonnance demain.

Le nombre de passagers arrivés à la Nouvelle-Orléans depuis le 1er. Octobre dernier, tant de l'étranger que des divers Etats de l'Union, s'est porté à environ 25,000.

Nouvelles récentes d'Espagne.
(Par l'Olympia arrivé hier au soir.)

Les nouvelles de Madrid, en date du, 5, annoncent que l'armée de Quesada [illegible] prenant une grande avance sur [illegible] dans cette province. On a pris des mesures énergiques pour détruire ces bandes; des lois patriotiques seront rapidement élaborées à la session de 2,000,000 Des notes officielles données pour le service des transports et pour l'artillerie [illegible] ont été offertes par divers propriétaires pour navires en expédition. On a organisé à Séville les gardes nationales mobilisées: un bataillon est sorti le jour même de la ville. On se plaignait ici actuellement d'ailleurs et d'ailleurs. La marine de Cadix se disposait à coopérer à ces préparatifs de défense. On croyait pouvoir réunir à Xeres dix mille gardes nationaux et deux mille cavaliers. On écrivait de Corogne, que l'on s'occupait de fortifier la ville, et qu'on avait envoyé des troupes à la rencontre de l'ennemi. On disait à Madrid que le courrier d'Andalousie était arrivé pendant la nuit, porteur de bonnes nouvelles.

Les députés de 8 rangs, comme ceux de Madrid, sont des patriotes connus et intrépides. Voici leurs noms. Ortez du Velasco, Labordà, Melagro, Perez de Arcita, Martin, Los Arcos suppléans, Montanes, Nicasio, A Ségovie, on a nommé: Alvaro, Burguano, Alporos. Pour la province de Madrid: Mrs. del Lecorro, Lobes, del Pino Ramon; Madrid: Davina, Alcuza et Masgranzas. Les carlistes font courir le bruit que Mendizabal est mal avec les jantes, qui veulent garder l'argent des impôts et solder elle même les troupes; qu'on s'attend à un changement dans le ministère, dont M. Olosaga ferait partie. Toutefois cela a peine à la tête de dix mille hommes et reste inactif à Hasta.

Les nouvelles de Bayonne du 11 octobre portent que Gomez est entré à Ubeda sur Guadalquivir, où il a trouvé des ressources de toutes espèces. Les capitaines généraux de Séville et de Grenade doivent réunir des troupes à Beija [illegible] vient de Cazorès et du camp de Saint Roch.

Rodil est encore à Hasta.

Alaix marche par Giejo. Les Carlistes annoncent que Sanz est entré à Oviedo le 29; cette nouvelle mérite confirmation. Le 9, le général Lebeau est entré à Pampelune. Les Anglais ont attaqué sans résultat, le 8, la position d'Amezangana.

Le paquebot l'Espoir et le steamer le Transit sont arrivés de Lisbonne à Falmouth. Le premier avait quitté le Tage le 2 Octobre et le dernier le 3 Le gouvernement, par ses mesures de rigoureuse économie, se rend tous les jours plus odieux aux intrigans de la cour; mais une preuve bien certaine que ces mêmes mesures ne lui enlèvent pas l'estime des véritables amis de leur pays, c'est que la tranquillité n'a pas été troublée. Les communications officielles du baron de Los Antas, comprandant les troupes auxiliaires en Espagne, annonçait l'enthousiasme des soldats à jurer la constitution de 1820, ont déconcerté les intrigans de la cour et pénétré d'une nouvelle confiance l'esprit des ministres et de leurs partisans. On disait déjà à Lisbonne que la municipalité d'Oporto, après une discussion prolongée, s'était prononcée contre l'acceptation de la constitution, et avait offert au roi et à la reine une retraite dans la bonne ville d'Oporto, si leur liberté se trouvait compromise à Lisbonne. La lettre qui rapporte ce bruit, ajoute qu'il faut donner peu de confiance à toutes les nouvelles de ce genre qu'on répand dans l'unique intention d'attaquer la popularité de la constitution. La reine et son mari jouissent d'une parfaite liberté dans leur palais, entièrement étrangers à toutes ces intrigues cruelles que les partisans de l'absolutisme et les amis exaltés des opinions libérales voudraient en vain leur inspirer.

Nouvelles de Portugal par l'Olympia.

PARIS, 13 octobre.

Nous avons reçu aujourd'hui du Portugal une pièce d'une haute importance: c'est une protestation des pairs portugais contre le mouvement révolutionnaire qui a eu lieu tout récemment à Lisbonne, et au moyen duquel une petite portion de l'armée a renversé le gouvernement établi.

Les pairs portugais protestent à la face de l'Europe contre la manière dont cet événement s'est accompli et la conséquence contraire une usurpation à leur préjugatives. Nous ne doutons pas que la déclaration calme de ces illustres personnages ne produise une vive sensation sur l'esprit de la nation portugaise et que la reine n'en fasse l'usage que lui indiquent les signataires. Elle révoquera la sanction qui lui a été arrachée en faveur de la constitution actuelle, par une poignée de soldats rebelles, aussitôt qu'elle aura pu s'affranchir du joug de cette soldatesque. C'est un beau spectacle que de voir la noblesse portugaise, au lieu de courber en tremblant sa tête sous l'outrageant révolutionnaire, à l'exemple d'une grande partie de la noblesse d'Espagne, se rallier autour du système légalement établi et protester contre la violence militaire qui a détruit leurs droits civils. Nous ne doutons pas que cette conduite ne soit couronnée d'un plein succès; mais lorsque arrivera le jour du triomphe de l'ordre légal, il ne faut pas qu'il soit souillé par aucun acte de vengeance. Un mon le politique tout entier est en ce moment en fermentation; partout on se dote de nouveaux principes de conduite et presque partout on trouve des arguments pour les justifier. Les soldats portugais, qui ont entendu la proclamation de la constitution, nos plus que le petit nombre de chefs qui marchaient à leur tête, ne doivent pas être sévèrement châtiés, parce qu'ils ne sont [illegible] entendu rien de plus loin. Nous savons fort bien que l'on pourrait nous opposer les vieilles maximes sur la nécessité d'imprimer par la terreur un exemple salutaire sur l'impossibilité pour les gouvernemens de se maintenir s'ils ne punissent sévèrement toute attaque contre leur autorité; mais la vérité est qu'aujourd'hui la terreur est un mauvais moyen, et qu'un gouvernement qui n'a pas d'autre appui ne peut pas compter sur une longue existence. Ce qui maintenant fait la sécurité et la force des couronnes, c'est l'affection des sujets; or, cette affection ne se conquert pas à *coups de hache et d'épée*.

Protestation des pairs de Portugal.
A LA REINE.

Madame,

Les pairs du royaume de Portugal, soussignés, n'ont pu se défendre d'un vif sentiment de surprise et de regret, en lisant le décret signé par V. M., le 10 du mois courant, et par lequel V. M. reconnait comme loi publique du royaume, la constitution politique proclamée au mois de septembre 1822.

La charte constitutionnelle de cette monarchie, accordée par un souverain portugais, l'auguste père de V. M., acceptée par les différens ordres de l'état, solennellement juré par eux et par V. M., deux fois défendue par l'armée portugaise avec une constance et une bravoure digne d'admiration, contre les attaques de troupes supérieures en nombre, mais inférieures en courage, cette charte, disons-nous, ne peut pas être révoquée ou annulée dans un moment de vertige par une fraction de la seule armée, surtout lorsqu'on considère que, d'après les dispositions mêmes de la constitution nouvellement proclamée, de même que d'après la loi publique de toutes les nations civilisées, l'armée doit être entièrement obéissante, qu'elle ne *peut jamais s'assembler pour délibérer ni adopter des résolutions*.

Madame, en vertu de la charte constitutionnelle, une portion de la représentation nationale appartient aux pairs du royaume; il leur appartient également de veiller au maintien de la constitution; et, par l'opposition de leur chambre, on ne peut pas faire la moindre changement à un seul des articles du pacte constitutionnel.

Ce n'est incontestablement de grandes prérogatives et d'importans devoirs que l'honneur des pairs, la sainteté d'un serment ainsi que les longues souffrances qu'ils ont endurées, ne permettent pas de fouler aux pieds.

Voilà sur quels motifs les pairs de Portugal se fondent pour adresser à V. M., comme au chef suprême de la nation, la présente protestation contre le décret illegal contresigné par un de vos ministres. Ils espèrent que V. M. en fera un usage tel que la nation portugaise, ainsi que les nations étrangères pourront reconnaître à l'œuvre que les pairs du royaume ne soutiennent ni n'approuvent les révolutions, et que l'honneur et un serment ne sont pas de vains mots pour eux.

Les pairs du royaume, soussignés, sollicitent l'honneur de baiser les mains de Votre Majesté.

Lisbonne, 18 septembre 1835.

Le duc du Palmella, président; comte Lavradio; Francisco Manuel Trigoso; vicomte de Lesoria; comte de Banho; Polycarpe Jose Machado; marquis de Gambod Liz; comte Linhares; comte de Ferrobo; Jose Francisco Brandeagan; duc de Terceira; baron de Rendufe; comte Villa Real; vicomte Sierra de Pillar; Francisco Simoes Margiochi; Francisco, évêque de Coimbre et comte d'Argamil; Francisco Luiz de Sousa Barradas; Agostinho Jose Freire; Manuel de Macedo Pereira Coutinho; Manuel Gomas Pres de Miranda; marquis de Sampayo; Luis de Vasconcellos et Sousa; vicomte Porto Calvo da Baudeira; comte Sabugal; comte de Semodães, comte de Mello; Sébastien Xavier Botelho.

Nota. Le nombre total des pairs de Portugal est de 41; sur ce nombre, douze n'ont jamais siégé, et plusieurs étaient absens de Lisbonne lorsque la sérieuse protestation a été signée.

Conseil de la 1re. Municipalité.
Séance du 23 Novembre 1835.

Le conseil s'est assemblé en vertu d'une convocation du maire.

Le Secrétaire ayant appelé les membres à l'ordre, et ayant le secrétaire à faire l'appel nominal, les membres présens étaient: Messrs Armas, Barnes, Carrollites, Canon, Conger, Crusat, F. Duplessis, Grallier, Guillot, High, Lafargue Laurent, Lessaps, Colson, Pichot, Prival, Gardette, Stringer, Brusle et Wilcox, 24—Membres absens: Messrs. Buisson, W F C Bullanger, Pédesclaux et Turpin.

Sur motion, [illegible] Messrs. Duplessis et Pichot étaient à des [illegible].

Après lecture et approbation du journal de la séance précédente, lecture a été faite d'un message du maire en date du 23 du courant.

Le premier article de ce message transmettait la solution adoptée le 11 du courant, relative à certains privilèges accordés au paqueboi à vapeur le Champion.

Le conseil a adhéré aux observations du maire.

Le second article du message informait que le maire avait donné son approbation à la résolution du 11 du courant, relative à la vente des propriétés appelées Gurlie, et passée par la première municipalité. Le maire suggérait en outre quelques modifications à faire à ladite résolution.

Le dernier article de ce message transmettait une lettre de M. Magee, propriétaire, déclarant [illegible] de terrains par lui vendus sur les Rues Esplanade, [illegible] 60 pieds d'un terrain destiné à l'allongement de la Rue Trémé.

Sur motion de M. Canon, ladite lettre a été ordonnée au greffe des archives.

Sur motion de M. Lafargue, résolu que M. Maillott admis à ce conseil.

Le Secrétaire a fait faire d'un second message du maire en date de ce jour.

Le premier article de ce message informait le conseil que le maire l'avait convoqué ce jour, en séance extraordinaire, afin de prendre telles dispositions sur la légalité de la séance de ce jour, faite par la minorité du conseil, vendredi dernier.

Le second article du message informait le conseil que les avis pour l'ouverture de la rue Esplanade, à travers [illegible] avaient été donnés, [illegible] tenant à [illegible] cet objet avait été [illegible] dans des propriétaires.

Sur motion de M. Canon, et après discussion des règles:

Résolu que le maire est et demeure autorisé à faire annoncer dans deux des papiers publiés dans la première municipalité, en anglais et en français, conformément à la loi, que l'assemblée du conseil de la seconde municipalité, par devant [illegible] pour l'ouverture de la rue Esplanade jusqu'au Bayou St. Jean.

Il est de plus résolu que le voyer de la première municipalité, par devant [illegible] arpens de terrain au maire et à l'avocat de la première municipalité une ligne droite, qui, depuis [illegible] une ligne tracée pour l'ouverture de la rue Esplanade doit traverser, avec le nom des propriétaires, dont qu'il pour ce les connaître.

Le troisième article informait le conseil que la municipalité avait passé une résolution décrétant que [illegible] serait plus permis après un délai de trente jours, de faire jeter les ordures au bout du wharf qui a cet effet a l'usage commun de toute la ville.

M. Prival, rapporteur du comité des améliorations, auquel a été référé le projet suggéré par le maire d'établir un bateau de remorque dans la première municipalité pour jeter les ordures au milieu du fleuve, a informé le conseil qu'une époque très prochaine il présenterait un rapport sur cet objet.

Le quatrième article du message transmettait copie de la réponse faite au maire de la seconde municipalité par quatre avocats, dans le procès de la municipalité [illegible] vs. la municipalité No. 3, devant la Cour de Parishes.

Sur motion de M. Pichot, ce document a été référé à l'avocat de la première municipalité.

Un huitième article du message transmettait au conseil pour être soumis à son approbation, un plan d'une propriété appartenant aux héritiers Grillon.

Sur motion de M. Pichot, après dispensation des règles, ce plan a été approuvé par le voyer de cette municipalité, et qu'une copie demeurera déposée aux archives de la ville. Bien entendu que les propriétaires devront faire à leurs frais, les fossés ainsi que les remblais en face leurs terrains, dans le délai de douze mois après lequel délai la ville prendra charge de l'entretien des rues en face des dits terrains.

Sur motion de M. Canon, et après dispensation des règles:

Résolu que la résolution passée le 11 du courant, ordonnant le remblai aux frais de cette municipalité, des bas-fonds dans les rues Bienvenu, Hôpital et Urselines, dans les limites de la propriété Gurlie, est et demeure rapportée.

M. Canon avait précédemment fait la même proposition, mais elle avait été rejetée.

Sur motion de M. Prival, la question ayant été divisée, et la première résolution adoptée; la seconde a été mise à l'ordre du jour pour la séance prochaine.

M. Prival, rapporteur du comité chargé de vérifier l'élection de M. Paul Tulane, a rapporté la résolution suivante, laquelle a été adoptée.

Résolu que M. Paul Tulane est et demeure élu alderman pour représenter le premier district de la municipalité No. 1.

Lecture a été faite d'une lettre de Mr. J. Penas, capitaine de la garde de ville se plaignant que le petit nombre des hommes composant la garde est insuffisant pour la sûreté publique.

Sur motion de M. Prival, après dispensation des règles et un amendement de M. Barnes, Résolu que le maire est et demeure autorisé à augmenter la garde de ville de vingt cinq hommes, et à leur allouer le même salaire qu'à ceux qui sont maintenant au service de cette municipalité.

Lecture a été faite d'une lettre de M. Guesnon, trésorier, soumettant une copie faite par M. P. Le Blanc, collecteur des taxes de l'Etat et priant le conseil de statuer sur le pas à payer par cet ouvrage.

Sur motion de M. Correjolles, ladite lettre a été référée au comité de finances.

Lecture a été faite d'une lettre de M. Hoffman, président de la Compagnie de fer de la Nouvelle Orléans et de Nashville, demandant à faire débarquer les machines &c. de la Compagnie, en face de la rue du Canal, à construire un hangard au pied de la dite rue pour servir de dépôt.

Sur motion de M Armas, et après dispensation des règles,

Résolu que la Compagnie de fer de la Nouvelle Orléans et de Nashville, est et demeure autorisée à construire un édifice temporaire, à l'entremise de la rue du Canal dans l'îlot No. 18, pour servir de dépôt pour les machines et les coulisses appartenant à la Compagnie. *Bien entendu* que ladite compagnie devra faire enlever tout édifice lorsque le conseil de cette municipalité l'ordonnera, dans un délai de trente jours, après l'avis qui en serait donné à ladite compagnie.

Il est de plus résolu, qu'il sera permis aux navires ou embarcations ayant on leur bord des machines et des coulisses appartenant à ladite compagnie, d'entrer pour les débarquer dans cette partie de la levée qui se trouve en face de la ligne de division de la première et de la seconde municipalité.

Lecture a été faite d'une demande de secours d'Eliza Cuno.

Sur motion, cette pétition a été référée au comité des réclamations.

Lecture a été faite d'une pétition de Robert A. Wright, demandant à garder un logement au coin des rues Bourgogne et Conti où il tient des esclaves en vente, et demandant aussi la remise d'une amende qui lui a été imposée par le juge Prival, pour avoir entrepris les ordonnances relatives à l'exposition des esclaves en vente dans le carré de la ville. Cette pétition était accompagnée d'un certificat de trente hommes du voisinage, attestant qu'ils ne souffrent aucun inconvénient de l'établissement du pétitionnaire